



Les mauvais coups de l'été

Page 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 918

8 septembre 2011

prix : 0,70 €

Rentrée scolaire :



L'école sacrifiée

■ Palestine

Pour la reconnaissance de l'Etat à l'ONU P 2

■ Fête de l'Humanité

Rendez-vous sur le stand de la Loire-Atlantique du 16 au 18 septembre prochain P 3

■ Chantiers navals

Des bateaux pour St-Nazaire !!! P 5

■ Lire

Bientôt nous aurons faim de Gérard le Puill P 6

■ Dépendance

Les actionnaires du CAC 40 peuvent financer la perte d'autonomie, par Hubert Hubert



Delahaie, président du groupe communiste à la Carène P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Avoir l'œil

Selon l'adage, l'argent n'a pas d'odeur ! Cette expression a dû être prise au sens littéral par une filiale du groupe Bull qui a livré à Kadhafi des logiciels d'espionnage informatique. Ceci-dit il y a encore peu de temps une ministre des affaires étrangères désirait livrer gaz lacrymogène à Ben-Ali, la France a des relations bien ambiguës et ambivalentes avec les dictateurs.

Censure

Des parlementaires de droite, les mêmes qui ont l'habitude de s'illustrer par leurs propos proche de l'extrême droite voulaient faire interdire un manuel scolaire dont la seule peine est de reconnaître (enfin) que l'identité sexuelle ne dépend pas uniquement d'un facteur biologique. La pilule est difficile à avaler pour ces portes parole de la tradition traditionnelle à la pensée étriquée.

Intellectuel



Frédéric Lefebvre en intellectuel clairvoyant vient d'expliquer à la France entière (pauvre ignorante) que le taux de chômage de notre pays s'expliquait par un fort taux de natalité !!!! Quelle clairvoyance de notre secrétaire d'état au commerce ! Nous qui pensions assez naïvement que l'augmentation du chômage était dû à la politique du gouvernement et à l'augmentation de la population active après la réforme des retraites.

A tous les râteliers

Pas fier, Nicolas Hulot, et prêt à tout pour son quart d'heure de gloire ! A peine a-t-il déserté les rangs d'Europe écologie que le voici en VRP de lui-même se cherchant une place au chaud - et en vue - allant lécher les pieds du président Sarkozy ! Les militants écologistes ne s'y sont pas trompés, pas vraiment de gauche l'animal, et pas vraiment en voie d'extinction médiatique non plus!!!

Eclaircissement

Il y a bien six candidats à la primaire socialiste et non cinq comme on pourrait le croire, Jean-Michel Baylet, président du PRG participera à la primaire socialiste : le silence en échange de quelques circonscriptions !!!

Point de vue

par Marie Annick Benâtre

Lors d'initiatives sur la vie chère à Nantes, en août, j'ai été frappée par la lecture clairvoyante que faisaient les personnes rencontrées dans les quartiers sur la crise et les conséquences des choix faits par Sarkozy et son gouvernement. La signature de la pétition en est facilitée. Cette signature exprime la colère, le refus de voir grandir les difficultés

qu'elles rencontrent déjà. Mais, si cette colère est au rendez-vous, elle bute ensuite sur la perspective, car la fatalité

« Soyons offensifs pour combattre le plan d'austérité annoncé qui va encore aggraver l'injustice sociale »

l'emporte. « Je suis d'accord avec vous, mais à quoi cela va-t-il servir ? » Elles ne voient pas d'issue favorable quant à leur situation et la désespérance n'est pas loin ; pour elles, pas de changement possible. Ce fatalisme, cette désespérance en un avenir meilleur, les communistes doivent l'affronter. Pour ce faire, pas trente six solutions : mener le débat, partout où c'est possible, sur la crise et sur les réponses à construire ensemble pour une alternative durable. Les sujets ne manquent pas : l'austérité, la règle d'or, mais aussi l'emploi, la santé, l'accroissement des inégalités ... ! Soyons offensifs, par exemple, pour combattre le plan d'austérité annoncé qui va encore aggraver l'injustice sociale. Contribuer à la mobilisation pour imposer des mesures qui prennent radicalement le contre-pied de ce plan d'austérité, pour refuser cette austérité à perpétuité est iden-

taire pour les communistes. On sauvegarde à court terme les intérêts financiers, on met à genoux le peuple ! Dans ce monde où tout va mal, parler salaires, protection sociale ou emplois stables serait, selon ces hommes du capital, indécent. Or, les communistes et tous les hommes et femmes de gauche ont tout intérêt à dépasser cette ligne de renoncement.

Autre piste d'actions : **refuser la casse du service public de l'éducation**. La rentrée scolaire que les syndicats d'enseignants qualifient de rentrée catastrophique. Ces mesures suscitent l'indignation et la colère des parents, des enseignants des élus, le rejet unanime de cette saignée sans précédent. 502 élèves de plus dans le premier degré dans le public dans notre département, et 5 postes en plus, les postes de RASED supprimés, la baisse de la scolarisation de moins de 3 ans : toutes ces décisions sont en rupture avec la mission de service public de l'Education Nationale. Participons à l'élargissement de cette contestation et ainsi faire face à ce recul de société. **Contribuons à la réussite du 27 septembre. Proximité, bataille d'idées, rassemblement sont les éléments d'une riposte sociale tout de suite, et de la construction politique pour 2012.**



La Palestine à l'ONU en 2011 ! Mobilisons-nous !

L'assemblée générale de l'ONU de septembre sera saisie de la question de l'admission en son sein de l'Etat de Palestine. Cette possible admission de l'Etat palestinien affole les dirigeants israéliens ainsi que nombre de dirigeants américains et européens. « La demande unilatérale des Palestiniens d'adhésion de leur Etat à l'ONU constitue une violation des engagements pris par les Palestiniens dans leurs accords signés avec Israël », a ainsi déclaré Benjamin Net-

nyahou. Venant de la part du chef du gouvernement d'un pays pourtant passé maître en matière de violation des accords conclus entre Israël et l'OLP, à commencer par l'occupation des territoires palestiniens et la poursuite de la colonisation, la déclaration dénote la crainte d'Israël de devoir faire face à une reconnaissance internationale de la Palestine à jouir de ses droits dans les frontières de 1967 ! De plus, cette reconnaissance ferait de la Palestine un Etat sous occupation.

Cette évolution très sensible de la situation palestinienne est pour nombre d'organisations,

en particulier pour la plateforme des ONG françaises pour la Palestine, le fruit d'une sensibilisation et d'une mobilisation croissante de l'opinion sur cette question. Déjà, depuis six mois, un mouvement significatif de reconnaissance notamment en Amérique Latine a eu lieu. Toutefois les pressions israéliennes et américaines sont extrêmement fortes. Rien de garanti que l'Union européenne vote en faveur de l'Etat palestinien. **Notre mobilisation est donc essentielle estime la plateforme.** L'Union Européenne est, on le sait, divisée sur



cette question. Une chose est sûre, en cas de reconnaissance, la donne va changer. **Les Palestiniens seront en mesure de contraindre Israël à respecter ses obligations légales en tant que puissance occupante d'un autre Etat membre.** En attendant, il est peu probable que d'ici le 20 septembre, il y ait une reprise du dialogue entre Israël et l'Autorité palestinienne, et ce, même si Mahmoud Abbas a déclaré ne pas vouloir fermer la porte.

De vous à moi...

Une île déserte, voilà l'endroit idéal où il ferait bon résider. Une île sans l'UMP, sans Sarkozy, sans la droite, sans le MEDEF... Une île sans agence de notation, sans politique d'austérité, sans religion des marchés. Une île où il ferait bon vivre, une île pas si déserte que ça où tout le monde serait le bienvenu. Une île sans enveloppe, sans Bettencourt, une île de rêve. Une île sans racisme, sans discrimination, une île qui ne serait pas la France de 2012.

Voilà l'endroit idéal où nous aurions sans doute dû passer nos vacances. Et cette île où tout est plus doux, quelques grands patrons parmi les plus riches voudraient aider à la construire ! Par un élan de générosité inouï, ils demandent à payer plus d'impôt ! **Ne vous frottez pas les yeux, ne sautez pas de joie, bien entendu, tout cela de manière « exceptionnelle » il ne faut tout de même pas pousser !** Voilà une belle opération de com-

munication de patrons qui, sous la houlette de Maurice Levy Patron de Publicis, voudraient nous faire croire à leur altruisme. En fait d'une réelle taxation pour les plus riches et d'une véritable progressivité de l'impôt, c'est une attaque contre les déficits que réclament ces poches pleines, c'est-à-dire toujours plus d'austérité, moins de services-publics et ils sont prêts pour cela à un petit effort momentané !!! **L'île déserte de toutes mesquineries, ce n'est pas pour demain.**

...en Loire Atlantique.

VITE LU VITE DIT

Huma café

Une initiative de l'Huma-Café®

Visite militante de l'Exposition « Nantais venus d'ailleurs »

Samedi 10 Septembre à 14h 30 au Château des Ducs de Bretagne

Tarif : 5€ - rendez-vous à 14h devant le bâtiment du Harnachement

Saison 2011-2012

Au salon de Musique du Lieu Unique à 18h00

-7 octobre : Après le retour des camps et la guerre froide, la réconciliation franco-allemande

-4 novembre : Vous avez dit mobilité ? Table ronde transport et urbanisme

-2 décembre : Question autour de l'éducation et de la formation

-6 janvier : Question autour d'Elsa Triolet ou de Louis Aragon

-27 janvier : Paris, Janvier 1789, une histoire française

-2 mars : Après la chute du mur, écrivains de l'ex RDA

-6 avril : Jaurès journaliste, une actualité pour la gauche

-11 mai : Itinéraire d'un intellectuel communiste, Jean Kanapa

-1^{er} juin : Les jours heureux - Le programme du conseil national de la Résistance

Des précisions seront apportées à ce programme dès le 1^{er} trimestre 2012.

Mémorial

Pas vraiment du goût des élus de droite de la métropole nantaise, le mémorial à l'abolition de l'esclavage devrait ouvrir le 1^{er} décembre prochain.

NDDL

Montée de violence durant l'été chez les opposants à l'aéroport de NDDL qui de la caravane du PS à l'Aéroport de Nantes Atlantique ne se distinguent pas par leur intelligence. A quoi bon saccager un aéroport dont-on ne souhaite pas le transfert : Allez comprendre !!!

Fête de L'Humanité 2011

La Loire-Atlantique vous attend sur son stand

Comme chaque année la fédération de Loire-Atlantique du PCF sera présente à la fête de l'humanité, avec sa table de l'atlantique. Ce sont près de 70 bénévoles qui feront vivre le stand ligérien, du montage jusqu'au démontage en passant par la restauration, le service...

Les Jeunes communistes du département seront aussi présents en nombre pour faire vivre le stand et l'espace jeune qu'ils animeront tout le week-end

Mais le stand de la Loire-Atlantique est également un lieu de débat politique, les militants seront à pied

d'œuvre pour faire signer les pétitions sur la vie chère, ou pour faire connaître le parti communiste aux nombreux visi-

privileges des nantis n'a répondu à aucune des attentes populaires et renforcé la spirale de la crise - la fête de l'Huma s'annonce

comme l'évènement politique de la rentrée. Cette fête de l'humanité 2011 revêt donc un intérêt particulier pour tous les citoyens qui au plus vite veulent se débarrasser

de cette droite arrogante et incapable de répondre aux besoins des français. Ce sera le moment idéal pour échanger, confronter, avec les citoyens les propositions formulées dans le Programme Populaire et Partagé. Il est à noter que la Loire-Atlantique recevra sur son stand, Pierre Laurent, qui y tiendra sa conférence de presse le vendredi midi. C'est en tous cas avec enthousiasme que les militants vous attendent sur leur stand tout le week-end.



teurs qui forcément ne viennent pas par hasard sur la fête de l'humanité.

A la croisée des échéances électorales et du profond malaise qui monte dans la société - après les échecs successifs de la droite qui par ses politiques de casse sociale, le renforcement des

Se rendre sur la fête



Rien de plus simple que de se rendre sur la fête un car est à votre disposition :

Départ : Le samedi 17 septembre : - St-Nazaire : 01h00, devant la section - 18 rue des Halles

- Nantes : 02h00, devant la fédération - 41 rue des olivettes

Retour : Le dimanche 18 septembre : 19h00, Rendez-vous au Stand Fédéral

Les places sont à réserver auprès de la fédération de Loire-Atlantique au : 02.40.35.03.00

50€ l'allé et le retour (possibilité de réserver soit un aller ou un retour pour 25€).

GRATUIT pour toute personne travaillant sur le stand

A ne pas manquer !!!

Vendredi 16

- Concert : Cyril Mokaïesh - 18h30 - Scène Zebrock
Il débarque sur la fête avec son titre communiste
Gaétan Roussel - 20h30 - Grande scène

- Débat : Il y a 140 ans la commune - 17h30 - village du livre
Avec les révolutions arabes - 19h00 - Agora de l'Humanité (Débats + spectacles)
Soirée Palestine - 19h00 - village du monde (Débats + spectacles)

Samedi 17

- Concert : Souad Massi - 15h50 - Grande scène
Bernard Lavilliers - 17h20 - Grande scène
No one is innocent - 22h10 - scène zebrock

- Débat : Peut-on penser un monde différent - 13h00
- Agora de l'humanité
Mal Logement, une affaire d'Etat - 14h30
- Agora de l'humanité
Le programme partagé - 17h45 - Agora de l'Humanité
Faut-il une autre mondialisation - 19h00 - Agora de l'humanité

Dimanche 18

- Concert : HK et les Saltimbanks - 15h30 - Scène Zebrock
Heejaz et Mohamed Abozekry - 17h00 - Scène Jazz
Yannick Noah - 17h00 - Grande scène

- Débat : La crise a-t-elle changé le monde ? - 12h00
- Village du monde
Forum pour libérer l'Europe de l'austérité - 14h00 - Agora de l'Humanité
Pas d'avenir sans école - 17h30 - Agora de l'Humanité

Programme complet - www.humanité.fr

Un été à l'offensive

Durant l'été, les militants communistes, jeunes et moins jeunes, n'auront pas démerité. Il n'y aura pas eu de trêve dans notre département, la campagne contre la vie chère initiée bien avant l'été a fait l'objet de nombreuses campagnes de diffusion de tracts et de signatures de pétitions que ce soit à Nantes et dans l'agglomération nantaise

et bien évidemment sur les marchés côtiers où les militants sont allés à la rencontre de vacanciers très attentifs à ces problématiques de pouvoir d'achat et de salaires. Les militants de notre département

se sont également retrouvés aux escales pour vendre des vignettes d'entrée à la fête de l'humanité.

Pas de trêve, donc, contre les politiques menées par Sarkozy et pour promouvoir notre belle fête de l'Humanité.

L'accueil des militants a partout été très bon, ils ont pu ressentir à travers les discussions avec les estivants le ras le bol face à la politique de l'UMP, voir la détresse face à la crise. Reste à transformer l'essai et à convaincre pour 2012.



L'Été des J.C

L'été rime pour certains avec vacances, travail saisonnier, ou bord de mer. Pour la JC 44 celui-ci a été synonyme d'activité tous azimuts. Ainsi le premier week-end du mois d'août, les jeunes communistes du département ont décidé de se rendre sur la côte (St-Nazaire et Pornichet) pour développer leur activité au plus près des jeunes lors des vacances scolaires. Au programme de ces 3 journées d'action ; diffusion d'un tract spécial rentrée « Ne payons pas leur crise » sur des thèmes chers à tous (logement, travail, éducation), rencontre avec des journalistes de Ouest-France, débats et discussions, distribution de flyers de l'Huma à l'entrée des Escales et enfin rencontre avec les camarades de la JC de St-Nazaire. A l'issue de cette initiative réunissant au fil du week-end une dizaine de jeunes communistes, chacun a donc pu apprécier ces moments où politique et fraternité se sont idéalement mariés ! Ce week-end en appelle donc d'autres !

Robin Salecroix

Le dossier.

Les mauvais coups de l'été !

L'été dernier, N.Sarkozy annonçait à Grenoble le durcissement de sa politique de sécurité et d'immigration.



■ 14 juillet : mobilisation contre le racisme et pour la République

Suite au discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy en juillet dernier, des centaines de milliers de personnes s'étaient mobilisées le 4 septembre 2010 pour montrer leur refus de la « politique du pilori » imposée par le gouvernement.

En stigmatisant les français de manière aussi décomplexée, en les opposant les uns aux autres, le gouvernement continue de jouer sur la peur et banalise un peu plus les propos xénophobes, racistes et discriminatoires colportés jusque là par l'extrême droite. Pour en finir avec cette politique odieuse favorisant la haine de l'autre, des citoyens se mobilisent pour redonner à la République le sens de toutes ses valeurs. **Autour du 14 juillet, à Nantes comme dans de nombreuses villes, ils manifestaient pour faire respecter les valeurs de la République aujourd'hui et demain !**

■ Population roumaines et roms

Un an après, Médecins du Monde dénonce les conséquences sanitaires des expulsions massives des Roms qui ont suivi. Expulsés, victimes de malveillance, atteints de maladies, les Roms connaissent une précarité grandissante depuis le début de l'année. Les familles illégalement installées en Loire-Atlantique ne sont pas épar-

gnées. Des expulsions se multiplient depuis juin. Le collectif Romeurope de l'agglomération nantaise dénonce la pression, par les propriétaires privés ou publics, sur les habitants Roms pour qu'ils quittent les terrains où ils se sont installés et font appliquer les expulsions décidées par la justice. « Tout se passe comme si plusieurs autorités locales ne voulaient pas voir s'installer des situations qui perdurent. Ces expulsions veulent nous faire croire que l'intégration de quelques 800 Roms qui habitent dans l'agglomération n'est pas possible et que partout leur présence est un problème. Le retour au pays n'offre aucune perspective alors que la Roumanie se trouve dans une situation économique désastreuse. » Le collectif répète que « l'argument dit de « l'appel d'air » est un fantasme qui conduit au rejet de l'autre et à des propos ou comportements xénophobes. » Il rappelle « que les Roms, venant pour la plupart de Roumanie, sont citoyens européens. Ils ont comme chacun d'entre nous la liberté de circulation en Europe. Les habitants Roms présents dans l'agglomération, souvent depuis plusieurs années, veulent vivre dignement comme nous tous. »

■ A la crise de l'asile qui s'amplifie, le gouvernement répond par la réduction des délais et des coûts d'hébergements

Le dispositif d'accueil des demandeurs d'asile connaît une crise majeure. Dans toutes les Préfectures compétentes pour l'admission à la procédure d'asile, comme celle de Nantes, il y a un même constat : des demandeurs d'asile, hommes, femmes et enfants, sont à la rue sans espoir de pouvoir accéder au dispositif des centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA). Cette situation empire en dépit des obligations de la France de leur garantir des conditions d'accueil décentes. Pour répondre à cette crise, **le gouvernement reprend sa vieille antienne du détournement des procédures d'asile en préconisant le raccourcissement des délais et la diminution des coûts.**

■ Nouveau cri d'alarme

Le collectif nantais Uni-e-s contre une immigration jetable dénonce une nouvelle fois la remise en

cause de l'agrément du Gasprom en tant qu'organisme agréé à domicilier des demandeurs d'asile. Le Conseil d'Etat a fait diligence à la demande de la Préfecture. L'absence de domiciliation est dramatique pour les demandeurs d'asile : « en plus de ce droit fondamental, elles sont privées des allocations temporaires des ASSEDIC, d'inscriptions dans les écoles et surtout de la couverture médicale universelle. » L'administration utilise ce moyen pour faire diminuer le nombre de demandeurs d'asile dans le département. Car, il ne reste plus qu'une association compétente pour cette domiciliation, c'est l'association d'Aide et insertion des demandeurs d'asile (AIDA) ... mais avec des moyens financiers en berne.

■ Grève des «115» le 2 août 2011

Réduction budgétaire, hausse du nombre des SDF, manque de logements : l'action sociale en faveur des sans-abri traverse une crise. Le manque de place est cruel. **65% des appels au 115 à Nantes pour un logement de nuit débouchent sur une réponse négative. Le Samu social estime à 50 personnes et 30 familles dehors chaque nuit à Nantes.** Signe de la crise de l'hébergement d'urgence, les familles sans toit trouvent refuge aux urgences. Au Samu social, le nombre de nuitées financées en hébergement hôtelier a été amputé de 25%.



Une véritable guerre sociale

■ Notre santé en danger !

Maternités, centres d'IVG menacés, la loi hôpital, patients, santé, territoires démantèlent notre service public de santé !

Le 2 avril dernier, des milliers de personnes ont dénoncé cette situation. Pour autant, cela ne suffit pas à endiguer la déferlante des restructurations-concentrations. On commence par externaliser les services de ménage, de restauration, de maintenance et on finit par sortir de l'hôpital le traitement des dossiers médicaux... L'asphyxie des structures s'organise, la tarification à l'activité contraint les établissements à une course sans fin à la rentabilité. Les partenariats public-privé se développent rançonnant l'hôpital public.

L'agence régionale de santé (ARS) des Pays de la Loire doit boucler son plan régional, sa feuille de route à cinq ans. Elle fixera les orientations des soins, de la prévention et de l'organisation médico-sociale dans notre région. Quand 15% des habitants de la région renon-

cent à certains soins : 65% d'entre eux se privent de soins dentaires, 26% d'optiques, l'intervention citoyenne sera nécessaire pour s'opposer au démantèlement orchestré par le pouvoir.

En même temps, le premier ministre vient de reporter à 2012 **les décisions attendues pour la dépendance des personnes âgées.** Pourtant la perte d'autonomie est une vraie problématique qui impose des choix de société et une autre considération du pouvoir. Là encore, l'attitude actuelle du gouvernement laisse le champ libre aux assurances et aux financiers pour aggraver encore la situation financière des familles.

■ L'éducation nationale mise à mal !



Cette logique appliquée aux hôpitaux, intégrant des méthodes venant du monde de l'entreprise, est aussi appliquée aux écoles, collèges et lycées. Elle vise non seulement à introduire dans l'espace public une addiction à la concurrence, mais aussi à préparer le terrain à la privatisation de pans entiers de services publics comme l'éducation ou la santé.

Depuis 4 ans, le Ministère de l'Education nationale a supprimé plus de 52000 postes. Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'école publique à genoux ne lui permettant plus d'assurer ses missions de service public. Les personnels de l'Education, les parents d'élèves, les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de l'année scolaire 2010-2011 pour dénoncer les suppressions de postes effectives pour cette rentrée scolaire. **Plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires. Pour l'exiger, une journée d'action est prévue le 27 septembre à l'appel de la CGT, FSU, CFTD, UNSA**

Rassurer les marchés !

■ La «règle d'or» est la loi de l'argent !

Le pacte «euro plus» utilisait déjà la crise de la dette pour imposer l'austérité : la baisse des salaires, des pensions et des retraites, la diminution des fonctionnaires, la flexibilité du travail, le recul de l'âge du départ en retraite, la casse des systèmes de protection sociale. Le tout, au seul bénéfice des actionnaires des grandes sociétés et du système financier international.

Pour essayer de verrouiller totalement ce montage, les gouvernements européens veulent intégrer dans la loi fondamentale des Etats l'objectif de l'équilibre budgétaire, ce que Sarkozy appelle « la règle d'or ». La dette de la France est une dette privée, pas une dette publique. Elle est le résultat de la soumission des Etats aux marchés financiers. L'Etat Sarkozy a privé les pouvoirs publics des ressources fiscales. **Les peuples ne doivent pas payer leur crise ! Pas une voix à gauche ne doit manquer pour empêcher le sabotage de notre économie.**

■ Toujours plus d'austérité

Le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale s'apprête, selon Les Echos de fin juillet, à **soumettre au gouvernement des propositions permettant de faire 5 milliards d'économies.** Il estime que les mesures prises actuellement ne suffiront pas à ramener le déficit public à 3% en 2013. Refusons cette politique d'austérité et d'injustice sociale menée au bénéfice des marchés financiers.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Pas de saison pour la galère

L'été voit exploser le travail précaire des jeunes, un nouveau chantier pour les syndicats et d'acquis et de droits pour les intéressés. Chaque année, environ 30 000 jeunes, majoritairement âgés de moins de 25 ans, occupent ce type d'emploi en Loire-Atlantique. Cela ne se limite pas aux activités touristiques ou agricoles. D'autres secteurs comme la construction, les services aux entreprises ou les activités associatives, récréatives, culturelles et sportives, recrutent des saisonniers pour faire face à un surcroît d'activité temporaire. La caravane « saisonniers » CGT ou le bus de la CFDT sont allés à leur rencontre sur le littoral atlantique. Les contrats proposés à cette main d'œuvre sont précaires, souvent à temps partiel, et leur rémunération proche du SMIC horaire. Les syndicats constatent de nombreux cas de non-respect des heures supplémentaires, de temps de travail supérieur à la convention collective, de travail au noir...

Des patrons rancuniers

Durant douze jours, les salariés de l'entreprise Régional ont mené l'action pour une revalorisation correcte de leurs salaires. Unique dans l'histoire de la compagnie, ce mouvement de grève a obtenu des avancées non négligeables. Mais le patronat a la rancune tenace, menaçant deux salariés de sanctions pouvant aller jusqu'au licenciement. Le 20 juillet, les élus communistes des régions Pays de la Loire et Auvergne ont à nouveau interpellé la Direction pour plus de respect des salariés et de leurs représentants syndicaux. Un délégué CGT s'est vu infliger une mise à pied de 15 jours.

Il paraît que les super riches demandent à payer l'impôt... En tout cas, dans les entreprises, c'est toujours « Touche pas au grisbi ! »

Démocratisation de la Libye : tout sauf certaine !

Interviewé par Marianne, Rony BRAUMAN, qui a critiqué l'ingérence en Libye dès le départ, exprime la crainte que la chute de Tripoli ne s'accompagne pas ipso facto du triomphe conjoint de la liberté et de la sécurité. ... En dépit de l'unanimité triomphaliste des commentaires de ces derniers jours, il reste opposé à un changement de régime imposé par des forces extérieures. « Il faut aux sociétés une dynamique politique interne qui ne peut leur être accordée par une offensive étrangère ». Il déplore, aujourd'hui comme hier, qu'on n'ait pas assez médité l'abondance des situations passées qui auraient dû nous prévenir contre cette ivresse transformatrice.

Besson veut fliquer internet

Le 24 juin, France info annonçait un projet de décret gouvernemental autorisant les autorités à filtrer les sites internet sans passer par la justice, porte ouverte à l'arbitraire et la censure étatiques. Le Conseil national du numérique a indiqué qu'il s'opposait au blocage du web. Il faut dire que quelques mois auparavant, la Cour européenne de justice s'était déjà opposée au filtrage d'Internet sans loi préalable. Restons vigilants, car ceux qui soutiennent les « cyber rebelles » en Afrique sont prêts à les traquer en France.



L'immigration a apporté 12,4 Milliards d'euros aux caisses de l'Etat en 2009

A diagnostic erroné, fausses solutions

Le jugement de B. THIBault sur les mesures Fillon est sans appel. Morceaux choisis : « Au lieu de lancer une réforme juste et globale de la fiscalité, le gouvernement augmente les impôts les plus injustes, comme la TVA, s'en prend aux contrats de complémentaires santé qui vont toucher tous les salariés pour près de 1 milliard d'euros - et se défait sur les collectivités locales, auxquelles il va couper une partie des crédits. Quant à la taxe sur les plus hauts revenus, elle est purement symbolique, et ne leur reprend que 200 millions, soit 10% seulement du cadeau qui vient de leur être fait avec la réforme de l'ISF... et encore, de manière ponctuelle ! Il n'y a aucune réflexion sur la restauration d'un véritable impôt progressif sur le revenu, comme le demande la CGT. Ou une remise en cause des 170 Milliards d'exonérations consenties à l'aveugle aux entreprises, sans efficacité démontrée. Par contre, les patrons du CAC 40 sont les mieux rémunérés d'Europe ! La « règle d'or » voulue par le gouvernement, est plutôt une règle de plomb, prétexte à amplifier les réformes rétrogrades dont la protection sociale risque d'être la prochaine victime. Si nous sommes tout à fait disposés à débattre de la manière dont les finances publiques peuvent être plus équilibrées, nous n'excluons pas qu'un budget puisse être en déséquilibre. L'important est d'apprécier si c'est justifié économiquement et socialement. Si c'est au profit de quelques-uns, parce que des baisses d'impôts massives leur ont été octroyées, alors le déficit est contestable. Mais s'il s'agit de relancer l'économie dans un contexte de crise, le déséquilibre a sa raison d'être. La remontée du chômage était malheureusement prévisible. Dès lors que les décideurs politiques refusent d'identifier les véritables causes de la crise, ils appliquent des remèdes éculés, facteurs de chômage et de pression sur le pouvoir d'achat. Or, la crise de 2008 est avant tout la conséquence d'un long cycle de dévalorisation de la valeur travail par rapport au capital. Les dividendes versés aux actionnaires des entreprises non financières s'élèvent à 210 milliards d'euros en 2010, soit un tiers de la

masse salariale de ces sociétés, et davantage que leurs investissements ! »

Dates d'action prévues :

27/9 Education Nationale - 6/10 Retraités
11/10 Journée interprofessionnelle à l'appel de CGT, CFDT, Unsa, FSU, Solidaires.



La « règle d'or » est un mensonge politique

Outre qu'elle est anti-démocratique et aux ordres des marchés, la règle dite d'« or », dont Nicolas Sarkozy tente de faire l'alpha et l'oméga du débat politique français, est juridiquement inutile, matériellement abusive et politiquement mensongère. Juridiquement inutile, car depuis Maastricht, les critères de convergence existent. Or ils n'ont cessé d'être bafoués, notamment par la droite au pouvoir depuis 2002. Les mécanismes de sanction existent. Mais le Conseil, réunion des Etats membres, l'ont allègrement contredit, et la Cour de justice a décidé de laisser aux Etats la marge de manœuvre voulue.

D'ailleurs, si l'objectif est d'encourager le législateur à planifier la réduction des déficits sur plusieurs années, on ne voit pas ce qui l'interdirait dans la Constitution dès à présent. Par ailleurs, puisque le droit existant suffit amplement à réduire les déficits, la règle d'or est matériellement abusive. Elle veut faire croire aux citoyens que, par une inscription dans la Constitution, nos finances redeviendraient saines, par un tour de magie constitutionnelle. Dans la bouche du président de la République, le vocable constitutionnel est devenu un gage de sérieux et de légitimité. En vérité la règle d'or est à la

fois une instrumentalisation de la Constitution et une imposture politique pour justifier des mesures qui ne sont ni vertueuses, ni justes. Si le gouvernement tient à l'union nationale, qu'il combatte effectivement les déficits et la dette tout en réduisant les inégalités plutôt qu'en

les creusant. Bref, qu'il commence par changer de politique. En vérité, il y a bien plusieurs politiques compatibles avec un retour progressif à l'équilibre des finances publiques : l'austérité inéquitable, proposée par la droite, ou la redistribution des richesses que nous voulons.



Des bateaux pour St Nazaire !

Le 19 août 2011, la CGT des chantiers navals de Saint Nazaire organisait un point presse pour formuler ses inquiétudes en termes d'activités, et exiger des perspectives répondant aux aspirations des salariés. Car durant l'été, aucune commande ne s'est concrétisée, notamment celle d'un navire prototype tant attendue et urgente pour les bureaux d'études. Pour la CGT, la diversification en types de navires est plus que jamais nécessaire pour amener de la charge aux Chantiers, et ne peut se limiter à l'éolien offshore. Cette nouvelle filière doit se faire sur des zones dédiées, qui n'obèrent pas les capacités de construction de bateaux.

S'appuyant sur les besoins existants de renouvellement de flotte à l'échelle mondiale, et les créneaux à investir tels les Ro-Ro et les navires hôpitaux, la CGT affirme que la Direction doit tout mettre en œuvre pour renforcer son carnet de commande et stopper l'érosion des effectifs. En effet, en 10 ans, l'effectif en CDI a chuté de 60%, (5167 Salariés CDI en 2001, 2104 Salariés CDI à Juin 2011) et la situation économique et sociale dans le monde, avec les mesures d'austérité qui s'annoncent, nécessitent une rentrée dynamique. L'aug-

mentation des salaires, le développement de l'emploi nécessite de grandes mobilisations dans l'entreprise, et dans l'inter-pro. La régression sociale doit être combattue massivement, d'autant que les salariés ne sont en aucun cas responsables de la crise. Au contraire, l'augmentation des salaires, l'emploi qualifié en CDI sont une grande partie des réponses à apporter aux salariés, à la jeunesse locale et au-delà. C'est également une issue incontournable pour rompre avec cette « CRISE ». Aussi, la CGT NAVALE a souligné sa volonté d'une rentrée offensive afin de contribuer à une riposte d'ampleur pour l'intérêt collectif. L'intervention des salariés est plus que jamais posée !

Faisant écho à ces exigences, Aymeric SEASSAU, en charge du suivi du bassin d'emploi de Saint Nazaire au titre de son mandat régional, souligne la nécessité de relancer l'embauche, les effectifs ayant atteint le seuil critique en dessous duquel le chantier pourrait difficilement construire des bateaux. Il en appelle également à la responsabilité de l'Etat, détenteur d'1/3 des parts du chantier, face au carnet de commandes fragile et insuffisant.

Evènements, culture, idées.

Foucault, Deleuze, Althusser

Isabelle Garo revisite leur rapport à Marx et à la politique

Dans cet ouvrage somme, la philosophe Isabelle Garo décrypte la relation à la politique qu'entretiennent les œuvres de Foucault, Deleuze et Althusser dans le contexte dominant d'une disqualification des idées marxistes des années 1960 à 1980. Voici la présentation qu'en a faite André Tosel dans une chronique publiée par l'Humanité, le 7 juillet dernier.

« Il est des ouvrages appelés à faire référence en leur domaine. Ce pourrait bien être le cas de cette étude d'Isabelle Garo qui a pour objet de comprendre le rapport à la politique de trois philosophes majeurs des années 1960-1980 à partir de ce prisme qu'est la relation à l'œuvre à Marx, dans le contexte de ces années intenses. Ces penseurs proposent une exploration philosophique et historique qui s'inscrit dans le déclin du communisme international et dans la recherche d'un rapport nouveau à une politique sensible aux mutations d'époque.

Michel Foucault et Gilles Deleuze récusent ce communisme et sont tentés par l'élaboration d'une pensée fondée sur la prise en compte des différences, des marges, des exclusions. Louis Althusser partage avec eux un même refus de la dialectique de l'histoire de type hégéliano-marxiste, mais il maintient la référence à une

perspective communiste ancrée dans le mouvement ouvrier. Isabelle Garo caractérise chaque position par un substantif : artificier, rebelle, sentinelle.



Foucault apparaît comme "l'artificier" qui prend en compte ce que Marx n'a pu étudier, les partages occidentaux entre raison et folie, normalité et anormalité, moralité et délinquance. Envisageant la société comme un réseau de micro-pouvoirs, il soutient les mouvements d'affirmation des individus. À la fin des années soixante-dix, il découvre la gouvernabilité néolibérale et anticipe avec une grande lucidité son hégémonie. Marx est explosé.

Pour Deleuze "le rebelle", il ne s'agit pas de faire sauter le

marxisme mais de le remplacer. La politique est le procès de l'individu humaine psychique et collective : à la fois production matérielle et production désirante.

Marx est métabolisé en théoricien d'un ultra-capitalisme libérateur des flux et des désirs. Althusser, enfin, est "la sentinelle", celle d'un autre Marx dont il s'efforce de repenser la nouveauté

comme théoricien de la science du continent histoire. Althusser ouvre un vaste chantier mais son souci d'unir analyse des structures et interprétation des conjonctures demeure formel et il ne peut expliquer l'effondrement du communisme historique que par une fixation sur l'État-Parti.

On pourrait regretter, certes, que l'analyse précise et pertinente d'Isabelle Garo ne fasse pas toujours justice à l'ampleur des œuvres de Foucault et de Deleuze ou à la radicalité du premier programme althussérien.

Mais tel n'est pas son propos. Elle fait apparaître la réalité de ce qu'a été la référence à Marx quand le marxisme a peu à peu cessé d'être l'indépassable philosophie de notre temps (Sartre). Elle montre les limites des pensées d'une politique effective qui ne peut évacuer la réalité de la soumission de toutes les activités sous le capital, ni cacher les difficultés colossales du projet d'émancipation.

André Tosel, philosophe.

En bref

Cet ouvrage aborde de façon neuve les œuvres de Michel Foucault, Gilles Deleuze et Louis Althusser, en les replaçant dans leur contexte et à distance de tous les a priori. Leurs rapports à Marx et au marxisme, situés au point de rencontre de l'activité théorique et de l'engagement redéfini est le fil directeur de l'enquête. Cet axe de lecture original explore et révèle l'intrication permanente du philosophique et du politique. C'est pourquoi, à l'heure où ressurgit la question des alternatives au capitalisme et alors que renaît l'intérêt pour Marx, l'analyse critique d'Isabelle Garo prend toute son actualité.

Isabelle Garo. Foucault, Deleuze, Althusser & Marx, la politique dans la philosophie, Éditions Demopolis, 2011, 416 pages, 21€

LIRE

Bientôt nous aurons faim !

Voici sans doute le livre de chevet de tout citoyen soucieux à la fois d'écologie et d'humanité. Cet ouvrage n'est pas résumable tant il est dense et documenté, il faut le lire et tout projet de société émancipatrice se doit d'en tenir compte. Gérard Le Puill, ancien paysan lui-même, devenu journaliste après être passé par la case "prolétaire d'usine" et avoir fait l'expérience concrète de la lutte des classes, sait de quoi il parle. Il s'agit là de notre assiette et de son contenu. Pourquoi produit-on, pour le profit ou pour répondre à des besoins ? Qu'est-ce qu'on produit ? Et comment le produisons-nous ? La question fondamentale du mode de production et d'échange est ici posée. Il est vital de la résoudre sous peine de famine.

Ce livre est composé de deux parties. La première fait un bilan terrifiant de la situation, en particulier en France : « Le candidat du pouvoir d'achat a pillé le monde paysan » et « jamais les intérêts agricoles de la France n'ont été aussi mal défendus à Bruxelles que depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée [...] Nous avons à faire, à Bruxelles, à une équipe de fous furieux qu'il faudrait combattre en permanence avec beaucoup d'énergie ».

Dans la deuxième partie, l'auteur pose en termes simples les problèmes à résoudre : « Pour nourrir durablement une population mondiale en constante augmentation jusqu'en 2050 environ, l'agriculture va devoir produire plus ». Il avance quelques idées de bon sens paysan : « le contexte planétaire va imposer la nécessité des productions vivrières de proximité dans toutes les régions du monde, y compris chez nous [...] Concrètement, cela veut dire que je commence par faire tout ce que je peux faire avec les moyens locaux, et après seulement, je pose la question de ce que j'importe ».

Montrant en quoi la logique du capitalisme mondialisé mène l'humanité à la famine dans un proche avenir, ce livre, préfacé par Patrick Le Hyaric, éclaire en même temps quelques sérieuses pistes pour concrètement faire du "en commun", du communisme, tant il est vrai qu'on ne peut s'en sortir qu'ensemble, et qu'en France on a encore des atouts pour commencer.

G. Le Puill, *Bientôt nous aurons faim !* Ed. Pascal Gallodé éditions, 2011, 291p., 20 €.



VOIR...

"Déracinées, enracinées"

Le parc du Grand Blottereau accueille la Folie des Plantes de Nantes 2011.

Avec près de 130 producteurs - collectionneurs de plantes, français et étrangers, associations horticoles, jardins familiaux, une trentaine d'exposants, acteurs de l'économie sociale et solidaire, cette 24ème édition placée sous le thème: "Déracinées, enracinées", fait la part belle aux "racines", ce formidable ancrage végétal qui assure les fondations, la stabilité et l'alimentation des plantes.

L'exposition permet de revisiter les origines des plantes, de traverser les continents dans le sillage des grands voyageurs à la recherche de nouveautés qui font la richesse du monde végétal et donc de nos jardins.

Samedi 10 et dimanche 11 septembre 2011, Parc du Grand-Blottereau, Boulevard Auguste-Peneau. Entrée libre de 10 à 19h.



MÉDIAS

La presse à Nantes

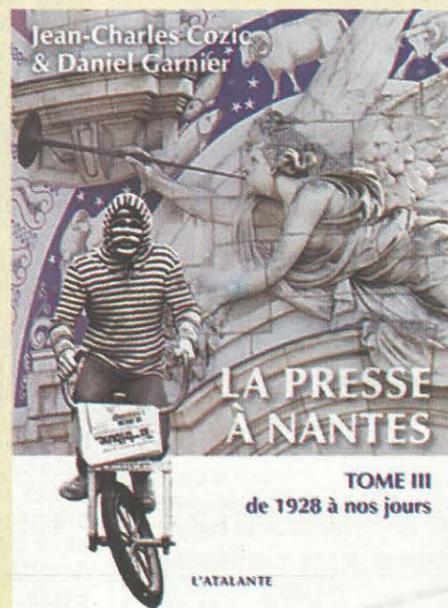
NB : Ce livre a fait l'objet de l'Huma Café du 2 septembre au Lieu Unique

1928. Cela commence comme un cri du cœur : « Moi, un p'tit gars de Barbin, diriger le grand journal républicain de Nantes ! » Ex-ouvrier, gagné aux idées du socialisme, franc-maçon et dreyfusard de la première heure, Francis Portais succède aux patrons de presse Mangin et Schwob. À la tête du Phare de la Loire, son pragmatisme trouve vite à s'employer : crise de 1929, montée des

ligues factieuses, unité idéaux. En 1981, le contrôle d'une presse ouvrière retrouvée. "papivore", Robert Maurice Thorez lance Hersant, prend le remplacé Le Populaire, et Presse-Océan La Résistance de l'Ouest.

L'avionneur Serge Dassault lui succède. Et, en 2005, Ouest-France a le dernier mot. Témoin d'une période contemporaine à ses lecteurs, ce troisième volet ne peut manquer de se faire l'écho d'événements encore sujets à polémique dans la presse nantaise...

D.Garnier et J-C Cozic, *La presse à Nantes de 1928 à nos jours* (Tome 3), 2009, 512 p., 24 €



près de vous

ANECR

Mobilisation des élus communistes

Les élus ainsi que les militants communistes seront mobilisés cette semaine dans diverses villes du département à l'appel de L'Anecr qui lance une campagne contre la casse de l'école.

En effet, les élus communistes s'insurgent contre les fermetures de classe, les suppressions de postes et déplorent outre une baisse objective des moyens, la création par la droite d'une école de la concurrence loin de l'idée d'une école de la réussite pour tous que portent les élus communistes.

Vertou

Silence radio

Avant la période estivale, Michel Gouty, conseiller municipal de Vertou, relayait la demande de jeunes communistes de Loire-Atlantique faite à tous les maires du département : celle de faire de Salah Hamouri et Marwan Barghouti des citoyens d'honneurs de leur commune. Arguant du règlement intérieur, le maire de Vertou s'est refusé de prendre position. Un règlement intérieur qui évite le courage !!!

Municipale 2014

Gourmand mais pas trop

Frank Louvrier conseiller régional UMP et accessoirement conseiller en communication de Nicolas Sarkozy, prétend, selon le Nouvel Observateur, vouloir conquérir la mairie de La Baule plutôt que celle de Nantes. Il est bien plus simple de ravir une mairie à ses petits camarades qu'à ses adversaires politiques !!!

Région

1 an d'action des élu-e-s communistes

Dans le prochain numéro des nouvelles vous retrouverez, la dernière publication des élu-e-s communistes à la région, un an après leur élection.



De la rue à la Région

1 an d'action des élu-e-s communistes

L'invité

Les actionnaires du CAC 40 peuvent financer la perte d'autonomie

Aujourd'hui, 22 % des Nazairiens ont plus de 60 ans, ils seront 31 % en 2020" me confiait récemment Jeannine HOTTELARD, maire adjointe aux Affaires Sociales et aux Personnes Âgées. Elle me rappelait que la situation était identique sur les autres communes de la Carène, "notre territoire et le littoral étant particulièrement attractifs pour les gens qui prennent leur retraite".

Ces chiffres nous devons les avoir en tête à l'heure de la "grande loi sur la dépendance" promise par Nicolas SARKOZY et toujours repoussée. **Que peut-on attendre de bon d'un gouvernement aussi libéral qui passe son temps à porter des mauvais coups au principe de la solidarité nationale ?** D'autant que les sociétés d'assurances frappent aux portes de la Sécu (parmi elles le groupe Médéric Malakoff présidé par un certain Guillaume SARKOZY). Elles piaffent d'impatience en attendant qu'on les leur ouvre toutes grandes.

De fait, la perte d'autonomie concerne et concernera un nombre croissant de personnes à mesure que l'espérance de vie augmente et nous savons que les modes de financement actuels ne sont pas à la hauteur des enjeux futurs.

Le coût de la dépendance est estimé à 25 milliards d'euros. Ils sont couverts à 40% par l'assurance maladie, 18% par l'Allocation Personnalisée Autonomie (APA) versée par les Conseils généraux, 10% par la caisse nationale spéciale autonomie (le fameux lundi de Pentecôte) et 32% par les familles. On parle volontiers, pour renflouer les caisses, d'aligner le taux de la CSG acquittée par les retraités (6,6%) sur celui des actifs (7,5%) ce qui rapporterait 3 milliards d'euros par an. Est ce cela la solidarité ?

Les sociétés du CAC 40 ont versé 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires cette année et les médias révélaient récemment que, par le jeu des niches fiscales, 1 groupe du CAC 40 sur 4 (Total, Danone, Suez...) n'avait pas payé d'impôt en 2010 et n'en paierait pas plus en 2011. **Si on taxait les dividendes versés aux actionnaires à la même hauteur que les salaires, la perte d'autonomie serait largement financée et il leur resterait encore des milliards pour spéculer !**



Hubert Delahaie

Président du groupe communiste à la Carène

L'activité

St-Herblain

Libérer Gaza

Bien avant que la flottille de la liberté ne soit empêchée dans sa progression vers Gaza, Sandrine Fleurimont, conseillère municipale de St-Herblain se félicitait que sa ville se soit inscrite dans l'opération 200 communes, 200 euros, « **une action citoyenne, humanitaire et politique qui nous engage pour dénoncer et interpeller le gouvernement sur l'illégalité du blocus de Gaza et l'absolue nécessité d'y mettre fin** ».

De nombreux observateurs s'accordent à dire que cette action symbolique, même si la flottille n'est pas parvenue à son but, a permis une nouvelle fois d'alerter les opinions publiques sur la situation intolérable qui est celle de Gaza et fait montre de solidarité à l'encontre de la population gazaoui.

C'est aussi a insisté l'élue « **un signe fort pour demander au gouvernement de prendre position à l'ONU pour la reconnaissance d'un Etat palestinien** ».

Comme le rappelle enfin l'élue Herblinoise, « **Gaza aujourd'hui, c'est un no man's land ou 80% de la population dépend de l'aide internationale où 60% est en situation d'insécurité alimentaire où, le taux de chômage est le plus élevé du monde** ». La solidarité ne doit pas quant-à-elle, s'arrêter en chemin.

St-Joachim

Transport en commun en Brière

Dans la dernière livraison de leur journal « Les nouvelles de Saint-Joachim », les élus de la ville rappellent l'importance du nouveau réseau de transport à haut niveau de service mis en place par la Carène. Pour eux, il représente « **une grande ambition pour la Brière** ».

Ce nouveau service de transport en commun roulera dès septembre 2012 à St-Nazaire et 2 ans plus tard il desservira la Brière jusqu'à Montoir de Bretagne.

Pour ces élus briérons ce nouveau moyen de transport public doit « **le plus souvent possible** » bénéficier de couloirs protégés, avoir une bonne fréquence de passage afin de pouvoir « **changer durablement les comportements** ».

Comme le rappelle traditionnellement les élu-e-s communistes à la Carène, c'est aussi « **maintenant que la collectivité doit augmenter, au taux maximum, le versement transport payé par les entreprises** », pour eux, « l'ampleur de l'investissement le justifie » surtout que comme ils le soulignent celles-ci sont maintenant dédouanées de la taxe professionnelle.



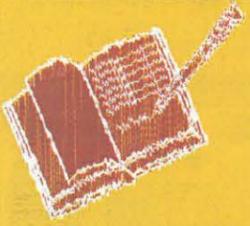
Couëron

Construire un front progressiste au Sénat

Le 25 Septembre prochain auront lieu les élections sénatoriales. Pour la première fois depuis sa création la « chambre haute » du parlement pourrait basculer à gauche. Souvent méconnus, les sénateurs possèdent en effet une compétence législative générale et un pouvoir de blocage pour toute révision constitutionnelle. Son Président dispose de pouvoirs importants, notamment en matière de nominations au Conseil Constitutionnel. De plus il assure aussi la représentation des collectivités locales. Les communistes agissent inlassablement pour réformer en profondeur cette institution qui doit devenir une chambre relais des collectivités locales et des initiatives citoyennes et non un rouage de la démolition des services publics. Dans leur programme nos candidates et candidats dénoncent avec force la révision générale des politiques publiques (R.G.P.P) qui n'a qu'un seul objectif, réduire la dépense publique en ne remplaçant par exemple qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Cette idéologie anti-fonctionnaire a déjà conduit à la fermeture des perceptions éloignant ainsi les services des finances des élus et de la population. **Pour ce prochain scrutin la gauche dans le département part rassemblée sous la bannière « Unité, Solidarité territoriale, proximité ».** Ces élections au suffrage indirect (vote des « grands électeurs » que sont pour l'essentiel des élu(e)s) sont l'occasion de faire entendre la voix des citoyens et de faire gagner l'alternative de progrès et de justice sociale. Le groupe des élus communistes et républicains de notre ville prendra ainsi toute sa part dans cette bataille. Sabine Mahé, Maire PCF de Trignac, en quatrième position sur la liste affirme clairement « Mon engagement sur la liste correspond aux valeurs de solidarité et de progrès social défendues par les communistes ». **C'est donc résolu et rassemblés que les candidats d'union pèseront de tout leur poids pour battre la droite, construire une majorité de gauche, et répondre aux aspirations populaires.**

Michel LUCAS - Conseiller municipal de Couëron et Conseiller communautaire à Nantes Métropole

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Nantes

Jeudi 8 septembre : Assemblée générale de la section à 18H00 à la fédération.

Presqu'île guérandaise

Vendredi 9 septembre : Réunion du comité local à Pornichet.

Loire et Sèvre

Samedi 10 septembre : Assemblée générale de la section à 10H00, espace beautour à Vertou.

St Nazaire

Mercredi 14 septembre : Assemblée générale de la section à 18H00 à l'Agora 1901.

Fête de l'Humanité

16 17 18 septembre : Fête de l'Humanité au parc départemental de la Courneuve.

L'Université d'été du PCF



Le week-end dernier, près de **600 communistes ont participé à l'université d'été 2011**. C'est un centre de vacances de la station des Karellis, station montagnarde de Savoie, qui a cette année accueilli le Parti communiste français pour son initiative nationale de pré rentrée.

Plus de 60 ateliers se sont tenus au cours de ces trois jours **sur des thèmes culturels, politiques, sociologiques, géographiques et historiques**. Ces ateliers étaient animés par des membres du parti, de la CGT, d'organisations progressistes (MJCF, ANECR, CIDEFE, Espaces Marx, LEM et Fondation Gabriel Péri) et d'intervenants extérieurs (NEGATEP, universitaires divers...).

Moment de réflexion radicale, car rigoureuse et cohérente, les «étudiants» ont pu débattre et étudier, par exemple, la question de la **défense des intérêts populaires** avec, ou malgré, l'Union Européenne. De même, ils ont abordé le problème de l'extrême droite dont le Front National, qu'il ne faut plus voir comme une option de protestation pour les électeurs mais bien comme un réel engagement à dénoncer sur le terrain et dans les idées. Au travers d'une étude sociologique, nous avons pu constater que le vote FN n'est pas populaire mais est issu des classes moyennes craignant de perdre le peu qu'ils ont. Cela nous permet de réfléchir à notre cible prioritaire dans nos campagnes futures c'est à dire se remettre clairement du côté



des exploités qui, ne croyants plus à la politique, se détournent de la vie politique. La **politique énergétique** sera au cœur des débats des prochaines années. Lier cette dernière aux problèmes écologiques mais aussi industriels et sociaux est important. En la matière, les propositions du PCF sont particulièrement cohérentes et responsables bien que ne faisant pas l'unanimité parmi les forces de gauche.

Ce fut donc une nouvelle université d'été dont **le contenu programmatique, la qualité des débats et des intervenants ont suscité l'intérêt des participants**.

Rendez-vous est donné l'année prochaine pour une nouvelle université d'été !

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0315 P 11519
Imprimerie: IMPRAM Lannion
Composition: SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36
e-mail: redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:

Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Mireille PERNOT
Yann VINCE



Evènement

Fête des Retraités CGT

Le grand rendez-vous annuel des retraités CGT organisé par l'USR CGT 44 va avoir lieu cette année :

Jeudi 22 septembre
A partir de 10H00
Parc de la Bégraisière
A St Herblain

Au programme de la journée :

9H30 : Randonnée pédestre
11H00 : Dégustation d'Huitres

12H00 : De nombreux restaurants donneront la possibilité aux participants de déjeuner. Les stands offriront une large gamme de menus.

14H00 : débat
15H00 : Spectacle de la revue parisienne suivi de concerts donnés par François FELDMAN et Jean Pierre MADER.

Cet évènement festif sera aussi un rassemblement revendicatif autour des luttes et des exigences du monde du travail, autour de la syndicalisation et de l'action collective.

Pour y participer : USR CGT44, 02 40 22 23 21.



Après le printemps arabe, l'automne français !

Par Pauline FLEURIMONT

L'heure des soulèvements a sonné : le peuple Libyen s'est libéré de son tyran, les indignés espagnols traversent la France, y diffusant un soup-

çon de révolution, tandis que le gouvernement français lui, expose et impose son plan d'austérité, toujours plus strict, rassurant sur la (non) efficacité de la politique menée par Sarkozy depuis 2007. Pour nous, français, l'heure des révoltes doit aussi arriver, il est temps !

A l'heure où l'on nous prive toujours plus, à l'heure où l'on nous précarise et où l'on nous exploite, pour nourrir un capitalisme qui frise l'obésité, révoltons-nous ! Si le CAC 40 va bien, ce n'est pas le cas des citoyens ! Révoltons-nous ! Partout en Europe les peuples et plus particulièrement les jeunes sont touchés de plein fouet par la crise et ces plans d'austérités, la droite veut passer en force et nous faire payer la facture. Révoltons nous avant qu'ils nous

demandent de payer leurs additions au Fouquet's ! Et que Péresse retire son masque de Thatcher, nous l'avons reconnue !

C'est parce que cette crise est leur

«Si le CAC 40 va bien, ce n'est pas le cas des citoyens, révoltons-nous !

crise que nous devons nous bouger, nous devons tous être là le 15 octobre, dans les rues, afin de participer à cette manifestation internationale qui s'organise sous l'impulsion du groupe Espagnol Democracia Real Ya, avec les indignés du monde entier ! **Ne donnons pas raison au**



capitalisme, il n'a pas d'avenir, nous si. C'est ça la vraie règle d'or.